

Réseau des Parlementaires de la CEDEAO pour l'égalité de genre et les investissements dans l'agriculture et la sécurité alimentaire



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

INTRODUCTION

En novembre 2017, à Abuja au Nigeria, le Parlement de la CEDEAO, conjointement avec l'Institut International du développement durable (ISDD), Oxfam et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont organisé une conférence sur l'égalité en genre dans les investissements fonciers agricoles lors de la 2^{ième} session ordinaire du Parlement de la CEDEAO. La conférence a relevé l'importance de garantir les droits fonciers des femmes dans les investissements fonciers agricoles comme une condition préalable à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la réduction de la pauvreté.

Dans le prolongement de la Conférence, *le Réseau des parlementaires de la CEDEAO sur l'égalité en genre, les investissements dans l'agriculture et la sécurité alimentaire a été lancé le 11 décembre 2018 à Abuja lors de Session Ordinaire du Parlement de la CEDEAO.*

Le Réseau a pour objectif de donner aux parlementaires de la CEDEAO les connaissances et les compétences nécessaires pour plaider en faveur d'un investissement agricole équitable en matière de genre et influencer les processus politiques aux niveaux locaux, national et régional. Il noue des alliances avec la Commission de la CEDEAO, les partenaires de développement, les universitaires et la société civile, afin de promouvoir des politiques et des législations efficaces en faveur de l'égalité en genre et l'autonomisation des femmes.

OBJECTIFS DU RÉSEAU

Le Réseau offre un forum de discussion permanent de haut niveau entre parlementaires, responsables politiques, société civile, agriculteurs et experts, afin de promouvoir un changement de politique transformateur en matière de genre à travers :

- Encourager l'adoption de législations et de politiques nationales et régionales efficaces relatives à l'égalité en genre, au foncier, à l'agriculture et aux investissements ;
- Créer une coalition dynamique pour influencer les institutions, les politiques et la recherche régionales afin de transformer et de renforcer les cadres juridiques permettant l'autonomisation des femmes ;
- Développer les connaissances et les compétences des parlementaires de la CEDEAO sur les questions d'investissements agricoles équitables et sensible au genre ;
- Identifier les blocages persistants dans la lutte pour l'égalité en genre dans l'agriculture et travailler avec les parties prenantes afin de prendre des mesures juridiques et politiques appropriées.



INITIATIVES DU RÉSEAU

- Partage d'expérience des parlementaires de la CEDEAO au Rwanda pour un dialogue politique avec les Parlementaires du Rwanda et l'Assemblée Législative de l'Afrique de l'Est et le Secrétariat de la Communauté de l'Afrique de l'Est.
- Voyage d'étude et partage de connaissances entre les parlementaires de la CEDEAO à travers un apprentissage par les pairs et la reproduction de bonnes pratiques.
- Renforcement des capacités des parlementaires pour qu'ils puissent promouvoir et surveiller les engagements pris en faveur de l'égalité en genre et des investissements agricoles responsables dans les pays membres de la CEDEAO.
- Organisation de forums parlementaires sur l'égalité de genre et les investissements dans l'agriculture et la sécurité alimentaire au niveau national.
- Débat annuel au Parlement de la CEDEAO sur les progrès réalisés en matière d'égalité de genre et d'autonomisation des femmes.
- Production de contenu, des instruments de plaidoyer et des outils de connaissance.

LE GROUPE CONSULTATIF

FAO appuie le Réseau à travers le renforcement des capacités, la préparation de contenus et le plaidoyer, en s'appuyant sur ses preuves empiriques, ses outils et ses approches tels que : les Profils nationaux genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural; la base de données de la FAO sur le genre et les droits fonciers; et sa méthodologie liée à l'Indicateur 5.a.2 des ODD sur les droits fonciers légaux des femmes, développée dans le cadre de son rôle de dépositaire de cet indicateur.

IISD aide les pays à faible revenu à réduire les risques associés aux investissements étrangers, tout en maximisant les avantages pour les communautés et l'environnement. IISD soutient le Réseau à travers un appui juridique et un renforcement des capacités afin de mettre en place des cadres juridiques et politiques favorisant des investissements responsables et durables dans les domaines de l'agriculture, des terres et de l'eau.

OXFAM s'appuie sur son expérience diversifiée dans la lutte contre les injustices sociales et les inégalités entre les sexes pour aider le Réseau à mieux connaître les instruments et principes internationaux de la gouvernance responsable des ressources naturelles et renforcer leurs capacités à promouvoir des politiques d'investissement agricole garantes de l'égalité des hommes et des femmes.

Pour plus d'informations, contactez

Dr. Badou Senghore
Greffier de comité

Commission de l'agriculture, de l'environnement, des ressources en eau et du développement durable

Parlement de la CEDEAO

badarasenghore@gmail.com

www.parl.ecowas.int/en/about-us/